



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

augmentation du prix des carburants

Question au Gouvernement n° 1327

Texte de la question

AUGMENTATION DU PRIX DES CARBURANTS

M. le président. La parole est à M. Julien Aubert, pour le groupe Les Républicains.

M. Julien Aubert. Monsieur le ministre d'État, j'aimerais vous parler d'un jour de colère, celui de la mobilisation du 17 novembre prochain.

Plusieurs députés du groupe LaREM . Ah !

M. Julien Aubert. J'aimerais vous parler de Gérald, un ouvrier spécialisé que j'ai rencontré, qui gagne 1 350 euros par mois et qui a vu son pouvoir d'achat amputé de 155 euros par mois à cause de la hausse du prix du carburant. *(Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.)*

M. Sylvain Maillard. Caricature !

M. le président. S'il vous plaît...

M. Julien Aubert. Gérald ira manifester le 17 novembre prochain, comme des milliers de Français. Je suis inquiet, car sans cautionner le blocage des routes, nous pensons, chez Les Républicains, que cette colère citoyenne est tout à fait légitime.

Elle est légitime au plan fiscal. Certes, vous n'y êtes pour rien si le prix du pétrole augmente, mais en quelques années, la taxe carbone a été multipliée par six, et la TVA augmente mécaniquement. Il faut donc être réaliste : c'est parfaitement insoutenable pour des ménages qui doivent aller travailler en voiture.

M. Vincent Descoeur. Eh oui !

M. Julien Aubert. Elle est légitime au plan politique. Il perce dans vos discours un certain mépris pour ces millions de Français qui ne peuvent pas faire autrement que de se chauffer au fioul ou de rouler au diesel. On dirait que vous voulez les punir, comme s'ils étaient de mauvais citoyens, comme s'il fallait les rééduquer comportementalement.

Mme Amélie de Montchalin. Pas du tout !

M. Julien Aubert. Vous me parlez d'urgence climatique, et moi je vous parle d'urgence sociale.

Vous menez une politique inverse à celle de Robin des Bois, car ceux qui bénéficient de votre politique sont

plutôt urbains et aisés : pour faire des travaux de rénovation énergétique, il faut des moyens. Pour bénéficier d'un crédit d'impôt, il faut payer des impôts.

M. Maxime Minot. Rendez l'argent !

M. Julien Aubert. Pour la France périphérique, le sujet de la mobilité est vital : sans carburant, pas de travail, et sans travail, pas de pain. Pour trouver un emploi, ils traverseront peut-être la rue, mais pas la ville !

Quant à l'augmentation de la taxe carbone sur le fioul, elle va conduire les ménages les plus précaires à renoncer à se chauffer, car votre chèque énergie ne suffira pas. Le train de la transition énergétique va trop vite : il laisse une partie de la France sur le quai.

Je vous demande de geler l'augmentation prévue de la taxe carbone et de rendre aux Français le surplus de TVA que vous avez perçu. Si vous ne nous écoutez pas, alors écoutez le peuple, avant que la révolte ne se transforme en révolution ! (*Applaudissements et « Bravo ! » sur les bancs du groupe LR et parmi les députés non inscrits.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement.

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement.* Monsieur le député, nous dansons sur un volcan, et vous agissez comme un funambule.

M. Pierre Cordier. C'est vous le funambule !

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État.* En France, trois enfants sur quatre sont exposés à des surdoses de pollution atmosphérique.

M. Éric Straumann. À Paris et dans les villes.

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État.* En France, l'année dernière, 48 000 de nos concitoyens sont décédés du fait de la pollution atmosphérique.

M. Jean-Pierre Door. C'est à Paris que ça se passe, ça !

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État.* Le rapport de l'Organisation mondiale de la santé, rendu public hier, a rappelé que, dans le monde, 600 000 enfants avaient, l'année dernière, péri par la pollution atmosphérique.

Où vous situez-vous ? Quelles solutions apportez-vous à ces problèmes du monde, aux problèmes de la génération de nos enfants, que la génération de nos parents n'a jamais pris à bras-le-corps ?

Que proposez-vous ? Un ticket carburant ! Subventionner la pollution pour aggraver encore la situation sanitaire des enfants de ce pays, voilà votre solution ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

M. Jean-Marie Sermier. Et les centrales à charbon ?

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État.* Vous caressez dans le sens du poil une manifestation : le 17 novembre, vous vous retrouverez à l'appel de Mme Le Pen et de M. Dupont-Aignan, vos amis politiques. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM. - Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

Ce n'est pas le choix que nous faisons. Le nôtre est responsable, tant sur l'augmentation du chèque énergie que sur les primes à la conversion.

M. Julien Aubert. Pipeau !

M. Patrick Hetzel. Investissez donc dans l'environnement !

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État*. Vous parlez du pouvoir d'achat des Français. Nous avons précisément supprimé l'impôt le plus injuste – socialement, géographiquement, dans toutes ses dimensions : la taxe d'habitation. Or vous étiez absent à ce rendez-vous !

M. Patrice Verchère. Zéro !

M. Benjamin Griveaux, *secrétaire d'État*. Vous avez voté pour le maintien de la taxe d'habitation. Vous avez, dans votre programme législatif, défendu une augmentation de la TVA de deux points pour tous les Français. (*Protestations sur les bancs du groupe LR.*)

Monsieur Aubert, sur la question du pouvoir d'achat et de la responsabilité envers les générations à venir, nous n'avons vraiment, vraiment aucune leçon à recevoir de vous. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Plusieurs députés du groupe LR . Zéro !

M. le président. Mes chers collègues, je vous demande de faire cesser ce brouhaha, et d'écouter les questions ainsi que les réponses. Cela honorera notre assemblée, y compris à l'égard de ceux qui nous regardent. Entendez-vous ce que je vous dis ?

Données clés

Auteur : [M. Julien Aubert](#)

Circonscription : Vaucluse (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1327

Rubrique : Pouvoir d'achat

Ministère interrogé : Porte-parole du Gouvernement

Ministère attributaire : Porte-parole du Gouvernement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [1er novembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [1er novembre 2018](#)